



DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

PREFECTURE DE L'AISNE

Réf n°: 6578

Affaire suivie par : Mme Clothilde DUVIGNAUD  
Tél.03.23.21.83.14  
Mél : Bureau.ENVIRONNEMENT@aisne.pref.gouv.fr

IC/2007/071

Arrêté complémentaire imposant à la S.A. NESTLE FRANCE à ITANCOURT de mettre en œuvre, en cas de situation de sécheresse, des mesures de réduction des prélèvements en eau et de l'impact des rejets aqueux.

LE PREFET DE L'AISNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, notamment les dispositions du livre II et les articles L 210-1, L 211-3 à L 213-3 ainsi que celles du titre 1<sup>er</sup> « installations classées pour la protection de l'environnement » du livre V ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du code de l'environnement ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article L 211-3 du code de l'environnement relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois-Picardie (SDAGE) approuvé le 20 septembre 1996 ;

VU la circulaire n° 92-83 du 15 octobre 1992 relative à l'application du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU la circulaire du 15 mars 2005 et le guide méthodologique du ministère de l'énergie et du développement durable relatif aux mesures exceptionnelles de limitation des usages de l'eau en période de sécheresse et notamment son article 4.2 ;

VU l'arrêté cadre en vigueur dans le département définissant les seuils en cas de sécheresse pris en application du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992,

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1973 autorisant la Société de Produits Alimentaires et Diététiques (SOPAD) à planter et à exploiter, sur le territoire de la commune d'ITANCOURT, une usine de fabrication de produits déshydratés (fruits et légumes), de conserves, de bouillons et potages ainsi qu'une installation de combustion et un dépôt d'hydrocarbures de 2<sup>ème</sup> catégorie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 1990 autorisant la société SOPAD-NESTLE à modifier les activités de ses installations en implantant une unité de fabrication de plats cuisinés congelés, surgelés ou stérilisables, et à poursuivre l'activité de conserverie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 mai 2002 régularisant les activités de la S.A. NESTLE FRANCE et l'autorisant à accroître la capacité de production du site d'ITANCOURT et à épandre les boues provenant de la station d'épuration ;

**VU** la lettre du 16 mars 2006 demandant à la S.A. NESTLE FRANCE, la réalisation d'une étude technico-économique sur les dispositions susceptibles d'être mises en place en cas de sécheresse en vue d'une réduction des prélèvements industriels d'eau et d'une limitation de l'impact des rejets dans le milieu naturel ;

**VU** les documents relatifs à cette étude adressés à l'inspection des installations classées par la S.A. NESTLE FRANCE, le 22 mai 2006 ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées et l'avis du directeur de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 23 janvier 2007 ;

**Vu** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Aisne du 23 mars 2007 ;

Le pétitionnaire entendu,

**CONSIDERANT** que les prélèvements et rejets d'eaux des industriels sont visés par des mesures de restriction d'usage en cas de crise climatique grave et notamment en cas de sécheresse ;

**CONSIDERANT** la nécessité de prévoir des mesures de réduction pérennes ou temporaires des prélèvements d'eau et des rejets polluants aqueux des entreprises dans le milieu récepteur pour faire face à une éventuelle répétition des épisodes de sécheresse tout en préservant au mieux les activités industrielles ;

**CONSIDERANT** que les activités exercées dans l'établissement de la société NESTLE FRANCE implanté à ITANCOURT génèrent des prélèvements d'eau ou des rejets significatifs ;

**CONSIDERANT** que la société NESTLE FRANCE implantée à ITANCOURT a établi un diagnostic et une étude technico-économique des prélèvements et rejets ainsi qu'un plan de travail permettant la mise en place d'aménagements pérennes ou transitoires afin de limiter ces prélèvements et ces rejets ;

**CONSIDERANT** que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé prévoit que « *l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral* » ;

**CONSIDERANT** que les installations existantes de réfrigération en circuit ouvert ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2002 ;

**CONSIDERANT** que ces installations n'ont pas fait l'objet de modification notable depuis cette date ;

**CONSIDERANT** que les niveaux de prélèvement envisagés sont compatibles avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Artois Picardie ;

**CONSIDERANT** que dans ces conditions, il y a lieu d'appliquer à l'ensemble des installations les dispositions de l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

## ARRETE

### Article 1

En complément des prescriptions techniques imposées par les actes antérieurs, la S.A. NESTLE FRANCE dont le siège social est fixé 7, Boulevard Pierre Carle BP 905 NOISIEL 77446 doit mettre en œuvre pour son site sis à ITANCOURT les mesures suivantes visant la réduction des prélèvements et des rejets d'eau.

Ces aménagements permettent des réductions de prélèvements dans la ressource ainsi qu'une diminution des rejets dans le milieu.

Ces aménagements sont pérennes ou appliqués en cas de crise climatique et donc limités dans le temps.

### Article 2 -BESOINS EN EAU

Le débit de prélèvement d'eau en provenance de la nappe est limité à 1 200 m<sup>3</sup>/j.

Ces limitations ne s'appliquent pas au réseau incendie.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement. Les résultats sont portés sur un registre.

### Article 3 - AMENAGEMENTS TRANSITOIRES EN CAS DE CRISE HYDROLOGIQUE

Lors du dépassement du seuil d'alerte\*, les mesures suivantes doivent être mise en œuvre, dans le respect prioritaire des règles de sécurité :

- ↳ renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;
- ↳ renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- ↳ interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;
- ↳ interdiction de laver les abords des installations ;
- ↳ interdiction de pratiquer les opérations de maintenance régulière qui nécessitent un gros volume d'eau ;
- ↳ interdiction de pratiquer les opérations préventives de maintenance régulière sur les ouvrages épuratoires qui sont susceptibles d'entraîner pendant la durée des travaux des rejets d'eaux de moindre qualité ;
- ↳ interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ;
- ↳ transmission à la fin de chaque mois à l'inspection des installations classées des résultats des analyses réalisées au titre de l'auto surveillance des rejets aqueux ;
- ↳ le prélèvement maximum d'eau, calculé sur une moyenne hebdomadaire, sera limité à 1140 m<sup>3</sup>/j.

\* Une situation est dite d'alerte lorsque les seuils d'alerte tels que définis dans l'arrêté cadre départemental en vigueur, pris en application du décret n°92-1041 du 24 septembre 1992, sont dépassés dans le secteur dans lequel la société est implantée.

#### Article 4

Lors du dépassement du seuil de situation de crise\*, les mesures suivantes seront mises en œuvre en complément des mesures prévues à l'article précédent :

- le prélèvement maximum d'eau, calculé sur une moyenne hebdomadaire, sera limité à 1080 m<sup>3</sup>/j.
- le rejet des eaux usées en sortie du site après traitement sera limité à 750 m<sup>3</sup>/j.

Les valeurs des différents polluants rejetés devront respectées les dispositions suivantes :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	20	15
DBO5	25	20
DCO	60	45
N Global	5	4

\* Une situation est dite de crise lorsque les seuils, de crise tels que définis dans l'arrêté cadre départemental en vigueur, pris en application du décret n°92-1041 du 24 septembre 1992, sont dépassés dans le secteur dans lequel la société est implantée.

#### Article 5

L'exploitant est informé du déclenchement ou de l'arrêt d'une situation d'alerte, de crise ou de crise renforcée par la Préfecture de l'AISNE.

L'exploitant accuse réception de cette information et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 3 et 4.

#### Article 6

En cas de situation avérée d'alerte, de crise ou de crise renforcée, un bilan environnemental sur l'application des mesures prises sera établi par l'industriel à la fin de chaque été.

Il comportera un volet quantitatif des réductions de prélèvements d'eau et qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement avant le 15 octobre de l'année en cours.

#### Article 7

Les dispositions des articles 3 à 6 du présent arrêté ne sont pas opposables à d'éventuelles mesures plus contraignantes de réduction de l'usage de l'eau et des rejets dans les milieux prescrites par voie d'arrêté complémentaire pour des raisons d'intérêt général en cas de crise hydrologique majeure (seuil de crise renforcée).

#### Article 8

Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées, l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînera l'application des dispositions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Article 9

En matière de voies et délais de recours, la présente décision peut être déférée au Tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemercier, 80011 AMIENS cedex dans un délai de deux mois à compter de sa notification par l'exploitant et dans un délai de quatre ans à compter de sa

publication par les tiers, personnes physiques ou morales, intéressés en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente (article L.514-6 du code de l'environnement).

#### Article 10

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la mairie d'ITANCOURT pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d'ITANCOURT fera connaître, par procès verbal adressé à la Préfecture de l'Aisne - Direction des libertés publiques - bureau de l'environnement et du cadre de vie - l'accomplissement de cette formalité. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société NESTLE FRANCE.

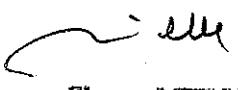
Un avis au public sera inséré par les soins de la Préfecture et aux frais de la société NESTLE FRANCE dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### Article 11

La Secrétaire générale de la préfecture, le Sous-Préfet de SAINT-QUENTIN, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire d'ITANCOURT et à la société NESTLE FRANCE.

A Laon, le 04 MAI 2007

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général,

  
Simone MIELLE